



Discours de clôture de l'Université d'été

par

Ludovine de LA ROCHERE, présidente de La Manif Pour Tous

Chers amis,

Pendant tout le week end, sous le soleil et au bord de la Méditerranée, dans cette commune mythique de Palavas-les-Flots dont j'ai découvert qu'elle se trouve dans le pays de l'Or, nous avons eu une nouvelle fois des échanges amicaux, fructueux et revigorants.

Merci encore aux organisateurs et aux volontaires : vous êtes la colonne vertébrale de LMPT. Merci à vous tous participants qui avaient consacré un week end.

En préambule, à l'heure où je vous parle le contexte politique est grave, inédit depuis 1958 : le président de la République a 13% d'opinion favorable alors que nous ne sommes qu'à mi-mandat ; le gouvernement qui n'a plus de majorité à l'assemblée va demander un vote de confiance mardi prochain ; les partis politiques sont tous en crise et la société française a été fracturée, notamment, par le mariage pour tous ; elle est par ailleurs profondément divisée à propos de l'idéologie du genre.

1. Notre participation à la vie politique française

Le gouvernement a été sèchement battu aux dernières élections municipales puis aux élections européennes. Nous en sommes une des causes majeures avec le chômage. François Hollande a fracturé la société française avec le mariage pour tous. Il a parlé à l'égard de nos manifestations d'un « genre de Mai-68 à rebours ».

Néanmoins nous pensons que le Président allait retenir la leçon, et qu'il arrêterait les folles entreprises de son gouvernement. Force est de constater que ce n'est pas le cas : l'entreprise de démolition de la famille se poursuit à l'intérieur et à l'extérieur de celle-ci.

A l'intérieur c'est le projet de réduction de l'allocation second enfant qui vient la fragiliser, après la diminution du congé parental et la fiscalité anti-famille. La liste est longue des mesures ineptes qui ont été prises contre l'intérêt des familles.

A l'extérieur, c'est le déploiement de l'ABCD avec le plan Egalité. Ce à quoi nous assistons, c'est au déferlement d'une vague idéologique massive qui est en train de recouvrir la société. Formations des fonctionnaires et des salariés du privés, plan Communes pour les mairies, campagnes d'informations publiques, nous retrouvons l'idéologie du genre dans tous les secteurs professionnels, tous les milieux associatifs, pas un domaine ne doit lui échapper, et tous les moyens sont bons pour faire changer nos compatriotes à marche forcée. Vous n'aimez pas le genre, alors vous boirez la coupe jusqu'à la lie.

Les citoyens sont-ils consultés ? Les associations de parents d'élèves, les syndicats ou les instances représentatives du personnel dans l'entreprise ? Jamais. Un vrai débat public a-t-il lieu ? Non.

S'interroger sur le genre, c'est être contre. S'interroger sur l'ABCD ? Interdit.

Et la démocratie dans tout ça me direz-vous ? Confisquée. Les débats ? Oui mais en chambre, réservés aux universitaires, aux chercheurs, aux intellectuels. Et nous alors ? Des « fascistes en loden » paraît-il. Je tiens à signaler à l'auteur de cette phrase qu'il se trompe et je l'invite à sortir de chez lui : cher monsieur Attali les prétendus fascistes portent des doudounes désormais !

Ceci est un bel exemple du refus de débattre de nos adversaires, et de la subtilité de leurs arguments. Il est plus facile de nous désigner à la vindicte publique en nous qualifiant de jusqu'aboutistes, plutôt que de réfléchir ensemble.

Je profite de cette tribune pour répéter, puisque cela semble nécessaire, que nous sommes tous ici pour l'égalité qui n'a de sens qu'avec l'altérité homme-femme, que nous considérons à l'unisson du gouvernement que les hommes sont merveilleux, mais que les femmes le sont également. Je voudrais également dire qu'il y en a assez d'entendre systématiquement dénigrer les métiers exercés par les femmes, et que seuls les métiers d'hommes sont bien. Etrange tropisme mesdames les féministes que cet auto dénigrement, non l'homme n'est pas l'avenir exclusif de la femme !

C'est ici que la présence de La Manif Pour Tous dans la vie politique montre à quel point elle est nécessaire et ô combien nous sommes légitimes. Cette légitimité nous l'avons forgée avec la force de nos convictions, avec un travail profond, harassant - l'université en est un exemple - avec la pluralité de nos intervenants, avec la puissance de nos manifestations pacifiques qui ont été plébiscitées par le peuple français.

Aussi nous les dérangeons, eux les élus qui forment une nouvelle caste. Parce que nous ne pensons pas comme eux, parce qu'il déteste le peuple et que nous sommes un nouveau type d'acteur : ni tout à fait un syndicat, pas un parti politique, plus qu'une association. Un mouvement... sociétal donc, au dessus des partis. Et comme nous sommes les premiers du genre, c'est-à-dire agissant pour toute la société, toutes les familles, sans défendre des intérêts particuliers, nous sommes attaqués, taxés de tout ce que vous savez.

Cependant comme vous je constate que nous faisons bouger les lignes à droite et à gauche, notamment sur la GPA. Nous sommes désormais en France un interlocuteur des pouvoirs publics et des acteurs de la cité. Et puis nous remportons des victoires : la PMA pour tous n'a pas été incluse comme il était prévu dans la loi Taubira ; le report de la loi Famille en février dernier et son détricotage lors de son vote en juin grâce aux 800 amendements, le rappel à l'ordre de la France par le Conseil de l'Europe pour violation des libertés fondamentales, l'hésitation du gouvernement sur l'euthanasie.

Concernant l'ABCD nous avons miné l'autoroute qu'elle s'apprêtait à prendre. La résistance est en train de s'organiser à l'intérieur même de l'Education nationale. Concernant le concept malin au départ de « rumeur de la théorie du genre », il est en train de mourir, la réalité étant là, même si je préfère parler d'idéologie du genre.

Par ailleurs, la PMA et la GPA sont désormais au centre du débat politique.

Si je ne souhaite pas nous tresser des lauriers, reconnaissons quand même que deux ans après la création de La Manif Pour Tous, notre bilan est globalement positif, et ce n'est pas fini !

L'an dernier, au lendemain du vote de la loi, nombreux furent les commentateurs à nous faire remarquer que le monde ne s'était pas écroulé. D'une certaine manière, ils avaient raison et nous le savions. La terre tourne toujours autour du soleil. Mais ils avaient également tort : depuis l'adoption de la loi 721 requêtes d'adoption par des couples de mêmes sexes ont été déposées. Soit potentiellement 721 enfants orphelins de père ou de mère au nom de la loi. L'humanité ne devrait pas permettre qu'il y en eu un seul. Voilà les conséquences de la loi Taubira. Et ce n'est qu'un début.

La GPA est déjà là.

GPA. Cet été, il y eut l'affaire Maddy : stupeur et tremblement. Malaise dans la GPA titrait un hebdomadaire pro-GPA. Que faisons-nous ? Lancer l'alerte. Par là, nous sommes fidèles au principe gravé dans le marbre de la tradition française de non disponibilité du corps humain. Par là, nous sommes fidèles à cette tradition qui est de dire non à la toute-puissance du marché, non au nihilisme !

Et nous ne sommes pas seuls. Le monde entier nous regarde. En France des voix autorisées se sont élevées cet été. Une pétition est en cours. Les lignes bougent là aussi. Ne rien céder. L'interdiction de la GPA ne se négocie pas. Elle se décrète avec de la volonté. Comme l'abolition de l'esclavage. Comme l'abolition de l'apartheid. La GPA juste n'existe pas. La GPA éthique n'existe pas. La GPA est ou elle n'est pas. Il faut donc aller plus loin, montrer notre détermination, éveiller les consciences, engager la France dans la lutte pour l'interdiction internationale de la GPA. Ce sont les objectifs de la manifestation du 5 octobre. Là aussi, nous ne lâcherons rien.

2. Nos propositions pour l'avenir

Face à cette situation, nous avons une responsabilité historique née du soutien des millions de sympathisants qui nous font toujours confiance mais également de jeunes femmes aux quatre coins du monde. Nous devons agir sur le fond et la forme.

Sur le fond, soyons toujours plus une force d'analyse et de propositions : Grenelle de la famille, Charte des élections, Décryptage des ABCD, amendements lors du vote de la loi Famille. En très peu de temps nous avons réussi à produire une pensée et des propositions innovantes, à bousculer et à engager des responsables politiques, à remettre en cause les certitudes de nombreux Français. Et ce n'est pas fini.

Sur la forme conservons notre ADN : informel et formel, créatif et surprenant, apporteur d'idées nouvelles et gardiens des bonnes choses, de ce bien commun que tous les hommes et les femmes reconnaissent.

Enfin il nous reste à sensibiliser, à expliquer ce que nous faisons, à montrer que la lutte se poursuit. Comme toute idéologie, celle du genre est tentaculaire. Mais celle-ci a en plus ce redoutable argument de prétendre agir au nom de l'égalité. Et donc pas un domaine, pas un sujet ne lui échappe. D'où la difficulté pour nos contemporains de réellement comprendre ce qui se passe.

Aussi, nous voyons bien que notre combat s'inscrit dans le temps. Il joue parfois contre nous, mais il joue aussi avec nous. Les folles utopies ont toutes connues une fin dans l'histoire.

En conclusion,

Nous ne savons pas s'il y aura une dissolution de l'assemblée nationale. Dans tous les cas nous devons être prêts pour peser sur les partis de tous bords. Nous devons être prêts à expliquer aux Français ce que nous voulons, c'est-à-dire abroger la loi Taubira sans effet rétroactif, interdire la PMA pour les couples de même sexe et la GPA, et bouter l'idéologie du genre hors de nos écoles et des organisations où elle n'a rien à faire.

Notre responsabilité est grande au regard de l'histoire et des familles et de leurs enfants qui nous succéderont et qui nous interrogeront : qu'avez-vous fait alors ?

Ce que nous avons fait, non, ce que nous faisons, c'est résister. La route est encore longue. Mais nous avons avec nous la force de nos convictions, notre amour et notre respect de l'humanité.

Nous ne voulons aucune place particulière, aucun siège de député, aucun maroquin. Nous voulons simplement que les mots aient un sens, que l'on ne nous mente pas sur la réalité. Nous voulons que la démocratie vive, qu'elle ne soit pas à la botte des minorités. Nous voulons que les libertés de penser, de débattre, de se réunir et de manifester soient respectées. Nous voulons que l'humanité continue d'être composée d'hommes, de femmes et d'enfants qui sachent d'où ils viennent.

C'est pourquoi nous ne lâcherons rien.

Rendez-vous le 5 octobre. Je vous remercie.